

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Covid-19 : un cinquième mois

12 mars-12 août, cela fait cinq mois que les premiers cas positifs au coronavirus ont été signalés au Gabon. La principale information est que la tendance baissière, fruit d'une riposte multiforme, se poursuit.

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

C'EST la principale donnée mise en avant depuis plusieurs semaines : les cas de contamination au Covid-19 ne cessent de diminuer. Au point que le Comité de pilotage (Copil) du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à coronavirus au Gabon a seulement annoncé, lundi passé, 88 nouveaux citoyens touchés par le coronavirus en deux jours de tests. Pour les autorités, cela est une victoire. Pour la population, une raison de relâcher sa vigilance face un virus très sournois, toujours présent.

Cette tendance baissière a été vraiment mise en avant par l'ancien Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, le mardi 30 juin passé, lors de la présentation de la première phase d'allègement des mesures restrictives liées au Covid-19. "La prévalence du Covid-19 est passée d'une moyenne de 24% au mois de mai à 14,4% au mois de juin. Ces informations laissent présager une diminution progressive du nombre de nouveaux cas de coronavirus au Gabon. Ces dernières semaines, le taux d'incidence est de 10% contre 15% au mois d'avril, 25% au mois de mai et 18% début juin", avait-il alors indiqué.

Dès cet instant, la courbe est devenue descendante. Mais pour obtenir ce résultat, le chemin a été long et difficile.

Pour rappel, le premier contact du Gabon avec le Covid-19 et les premières frayeurs ressenties par la population sont survenus lorsque les Gabonais étudiant en Chine ont été en première ligne. Ainsi, les parents de ces derniers ont été reçus le mardi 11 février par l'ancien Premier ministre, qui leur avait indiqué les mesures de sécurité prises par le gouvernement pour garantir la sécurité de leurs enfants restés à Wuhan, épice de la pandémie en Chine. À ce moment-là, on comptait, au lundi 10 février, 1100 morts en Chine continen-

tales et plus de 40 000 personnes infectées dans ce pays.

Le second contact, et donc le plus brutal, est l'officialisation du premier cas enregistré sur le territoire gabonais, le 12 mars. Puis, tout s'emballa, les contaminations explosant et les pouvoirs publics sonnèrent le branle-bas de combat.

COMBAT INTENSE ET CLUSTERS. Par la suite, le gouvernement, suivant les fermes directives du président de la République, Ali Bongo Ondimba, élabore et met en place un plan de riposte et de veille. Il fait, notamment, passer la capacité de diagnostic de 1000 à 11000 tests de dépistage par jour, grâce à la mise en service du laboratoire Professeur Daniel Gahouma. Car, pendant quelques mois, le Centre international de recherches médicales de Franceville (CIRMF), le Centre de recherches médicales de Lambaréné (Cermel), le centre d'analyse de l'Hôpital d'instruction des armées d'Akanda et le Laboratoire national sont les seules structures capables d'établir un diagnostic Covid-19. Une amélioration qui répondait à l'exigence du dépistage massif lancé le 17 avril. Confinement, puis déconfinement du Grand Libreville, demande d'un test négatif pour circuler entre les provinces, etc, la riposte aura été graduée.

Les partenaires sont aux côtés du Gabon depuis l'annonce du premier cas. Ainsi, le 22 avril dernier, le premier "vol de solidarité" des Nations unies affrété par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) permet de doter le Copil de 40 000 masques chirurgicaux, 900 masques de protection, 500 masques FFP2, 10 000 gants, 200 lunettes et 1200 combinaisons. Suivront d'autres dons au travers de pays, de la Chine comme de la France. La Confédération patronale gabonaise signera même une convention avec le Comité de pilotage. Ce qui aura le don d'épargner aux travailleurs le déplacement vers les centres de

dépistages, une équipe médicale se rendant au sein de la société demandeuse pour effectuer les tests.

Du 12 mars au 12 août, la réponse à la maladie a été intense. Bien que la baisse soit effective, le virus rappelle toujours qu'il circule et peut encore provoquer des mouvements de panique. La découverte, le 28 juillet dernier, de cas positifs dans l'Ogooué-Maritime, le Moyen-Ogooué et la Ngounié avait poussé le gouvernement à parler de clusters.

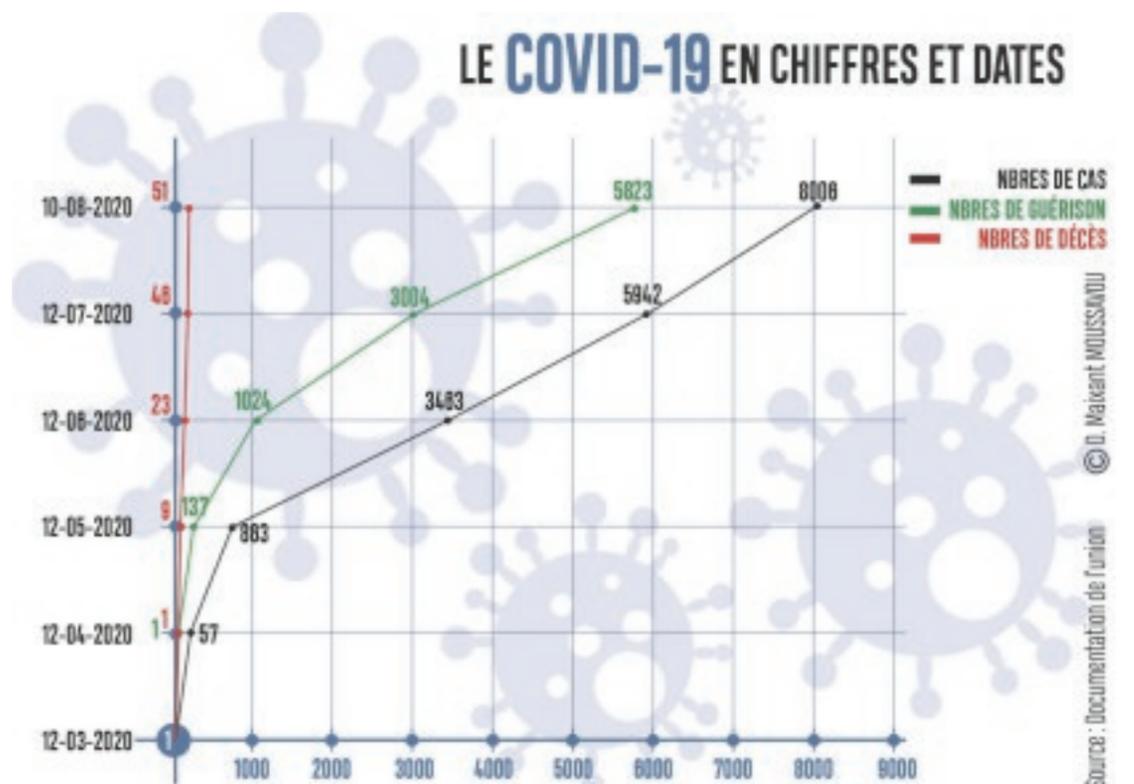
Réactif, pour circonscrire la maladie dans ces zones, il dépêchera, du 28 au 30 juillet passés, une équipe multidisciplinaire (médecins spécialistes, épidémiologistes, biologistes, psychologues, hygiénistes). Puis, le ministre de la Santé s'est rendu, les 31 juillet et 1er août derniers, sur les sites d'Olam dans la province de la Ngounié, et pétrolier Maurel & Prom à Lambaréné (Moyen-Ogooué).

Ces clusters constituent, pour le moment, le seul accroc dans la tendance baissière entamée depuis plusieurs semaines. Du coup, ce 12 août constitue un 5e mois d'épidémie bien plus calme que les précédents.



Photo : Wilfried MBINAH/L'Union

Les activités reprennent peu à peu.



un peu plus serein

Attention surtout au relâchement !

Prissilia M MOUITY
Libreville/Gabon

De nombreux faits et comportements observés au cours des dernières semaines laissent penser que l'épidémie de nouveau coronavirus (Covid-19) ne serait plus qu'un lointain et mauvais souvenir au Gabon. Pour beaucoup, la vie semble reprendre son cours normal. Certaines mesures prescrites par les autorités pour limiter la propagation du virus à Libreville et dans l'arrière-pays sont presque toutes foulées aux pieds.

En dehors du port obligatoire du masque encore effectif, les populations ne respectent presque plus le reste des mesures de prévention au Covid-19, telles que la distanciation physique et l'interdiction des attroupements, etc. On assiste malheureusement à un relâchement dans la lutte contre le coronavirus au moment où les chiffres indiquent une chute du taux de contamination. Les célébrations des mariages traditionnels et anniversaires battent leur plein en cette période de vacances. Les marchés grouillent de monde sans véri-



Photo : Wilfried MBINAH/L'Union

En matière de Covid-19, tout relâchement peut se payer cher.

table respect de mesures barrières. La surcharge dans les transports en commun s'affiche. Les heures du couvre-feu sont foulées aux pieds ! Assez d'indices montrant un relâchement progressif au sein de la population, malgré la présence du virus. Cette insouciance des Librevillois peut se justifier par l'allègement de certaines mesures restrictives combiné à la baisse des données de contamination, perçue dans l'opinion comme la disparition du virus. En effet, si les données révélées par le Comité de pilotage (Copil) du plan de veille et de riposte contre le coronavirus montrent une diminution du

taux de contamination, cette régression de la maladie ne devrait pas être un motif, pour les Librevillois de baisser la garde. Bien au contraire, il faut redoubler de vigilance, d'autant que le maintien de cette tendance baissière, " va dépendre du comportement des populations face à la pandémie. Un relâchement des mesures barrières nous exposerait à la survenue précoce d'une 2e vague dont les conséquences pourraient être néfastes ", indiquait Guy-Patrick Obiang-Ndong, ministre de la Santé, lors du bilan des quatre mois de riposte contre le Covid-19. Voilà donc qui est dit !

Libreville : quand l'Hôtel de Ville ajoute une crise à une crise

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

DEPUIS plus de deux jours, les Librevillois peinent à se déplacer librement d'un point à un autre de la ville. Et pour cause, la pénurie de taxi due à l'opération d'arraisonnement des véhicules lancée par les autorités municipales lundi dernier. Conséquence : de nombreux attroupements des usagers à différents points d'attente de taxis de la capitale. Cette nouvelle crise dont les responsables de l'Hôtel de Ville

de Libreville sont les auteurs, constitue un potentiel facteur de propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) au sein de la population, du fait des attroupements qu'elle occasionne. À preuve, lorsque se présente l'un des rares transports urbains encore en circulation (bus, véhicules clandos ou particuliers), c'est aussitôt la mêlée des usagers pour décrocher une place à l'intérieur du véhicule. Au diable, les mesures barrières, notamment la distanciation physique. Chacun tenant coûte que coûte à se

rendre à son lieu de travail. C'est le même spectacle qui s'offre aux regards partout. Du coup, c'est la remise en cause de plusieurs mois de sensibilisation contre la pandémie des populations par les pouvoirs publics. D'aucuns se demandent alors ce qui justifie l'urgence d'une telle sortie de la mairie de Libreville dans un contexte de crise sanitaire secouant tous les secteurs de l'économie du pays, notamment celui des transports qui paie jusque-là un lourd tribut à cette pandémie. Avec, entre autres, la

réduction du temps de travail et du nombre de passagers, causant ainsi une chute drastique de recettes des transporteurs. N'aurait-il pas mieux fallu à la municipalité de trouver un mécanisme plus souple d'immobilisation des taxis pour la numérotation, de façon à ce que tout le parc du transport urbain – les taxis notamment – ne soit pas ainsi paralysé. En tout cas, c'est là une crise (inutile) dont se seraient bien passés les Librevillois en ce moment.



Photo : IMM/L'Union

